

4935

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL



SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLOITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

**UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)**

Tel : (226) 31 26 40 -Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf



PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE

Rapport final D'ETAPE

Juin 2002

AVANT PROPOS

Le Projet de recherche-action en communication participative en appui à des actions communautaires de lutte contre la désertification (PCP) s'est déroulé d'octobre 1998 à mai 2002 sur la base d'un protocole d'accord CILSS/CRDI. **Les activités concrètes de recherche se sont étalées de février à septembre 2000 au Tchad et de janvier 2001 à janvier 2002 au Burkina Faso.** Une table ronde régionale regroupant les acteurs de la recherche, les organisme nationaux de coordination de la Convention internationale de lutte contre la désertification (CCD), les Secrétaires permanents des comités nationaux CILSS, des ONG et associations de la lutte contre la désertification, a analysé les résultats du projet en mai 2002.

Le présent rapport décrit le déroulement du projet, les difficultés rencontrées et donne les perspectives pour une capitalisation des résultats acquis.

Les éléments de la recherche tels que :

- la démarche du PCP
- les conditions de succès des projets de communication
- l'utilisation d'outils de communication appropriés
- les leçons apprises
- les rapports nationaux du Tchad et du Burkina Faso feront l'objet d'une publication spéciale au cours de l'année.

SOMMAIRE :

INTRODUCTION	4
I. CONTEXTE GENERAL	4
II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PROJET	4
III. ETAT D'EXECUTION	5
3.1. Phase d'identification	5
3.2. Tentative de mise en œuvre au Cap Vert	5
3.3. Départ au Tchad	6
3.3.1 Justification du choix du Tchad pour l'exécution du projet	7
3.3.2. Identification de projets au Tchad	8
3.3.3. L'atelier de planification	8
3.3.4. Mise en œuvre des activités au Tchad	9
3.4. LE PCP AU BURKINA FASO	16
3.4.1. Choix du Burkina Faso comme deuxième pays participant au PCP	16
3.4.2. Atelier de planification des sites du Burkina Faso	17
3.4.3. Les sites et thèmes retenus	17
3.4.4. Mise en œuvre des activités	17
3.5. ACTIVITES SECONDAIRES	26
3.5.1. Réalisation du film vidéo sur le déroulement du projet	26
3.5.2. Edition d'un guide de l'animateur du PCP	26
3.5.3. Formation en communication pour le Développement	27
IV. PRINCIPALES DIFFICULTES	27
V. EVALUATIONS EXTERNES	27
VI. TABLE RONDE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP	28
Conclusion	29
ANNEXES	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 1. BILAN CHRONOLOGIQUE D'EXECUTION DU PCP	30
ANNEXE 2. PROJET DE CAPITALISATION DES ACQUIS DU PCP	

INTRODUCTION

Par convention signée en février 1998, le CILSS et le CRDI ont formalisé l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative au Sahel. Après des difficultés de démarrage, le projet qui devait initialement s'exécuter au Cap Vert a finalement pris son envol au Tchad. Les conclusions de l'atelier de planification organisé du 9 au 20 août 1999 et l'intérêt qu'accordent les autorités tchadiennes au projet augurent d'une mise en œuvre efficiente du projet au Tchad.

I. CONTEXTE GENERAL

Le projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la désertification au Sahel. Il repose sur l'idée que la plupart des stratégies de communication utilisées dans le cadre de la lutte contre la désertification, mettent l'accent sur la diffusion d'informations et de messages de persuasion et de mobilisation. Ces actions n'ont que peu d'impacts réels sur la participation à des actions de développement concrètes par les communautés touchées au premier chef par le fléau ; d'où l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative en appui à des actions de lutte contre la désertification au Sahel.

Le processus de démocratisation et de décentralisation en cours dans la sous région créent assurément un environnement institutionnel favorable à la mise en œuvre d'un tel projet.

II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

L'objectif global du projet est d'élaborer et expérimenter des stratégies de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification.

Plus précisément, le projet vise à :

- Appuyer la réalisation de recherche – action visant à développer des stratégies de communication participative dans les pays particulièrement touchés par la désertification ;
- Expérimenter ces stratégies dans le cadre de ces recherches – action et analyser leurs facteurs de difficultés et de réussite ;
- Evaluer les stratégies adoptées dans ces projets pilotes ;
- Renforcer la capacité méthodologique des partenaires de recherche dans chacun des pays en matière de recherche – action et de communication participative ;
- Produire un recensement critique des stratégies de communication dans le cadre de l'application de la CCD et plus spécifiquement dans le cadre des PAN de la région d'Afrique de l'Ouest ;
- Partager les acquis et les questions soulevées par ces recherches avec les organismes responsables de la mise en application de la CCD dans les pays du Sahel.

On attend de toutes ces actions une méthodologie et des applications pratiques de communication participative en matière de lutte contre la désertification au niveau local ; des activités de communication réalisées et un appui à des actions de développement menées dans des communautés touchées par la désertification ; des échanges entre institutions de recherche spécialisées dans la lutte contre la désertification ; une publication et un film vidéo présentant les résultats des recherches – actions.

La durée du projet est de 26 mois. Dans chacun des pays choisis pour son exécution, le projet se déroule de la manière suivante :

- Une étape de programmation au cours d'un atelier qui réunira les différents animateurs du projet ;
- Une étape de recherche-action de dix mois ;
- Une table ronde régionale en fin de recherche pour valider les résultats.

Il est prévu pendant le déroulement de la recherche, de récolter et d'analyser les stratégies de communication des pays membres du CILSS et d'en faire la critique au cours de la table ronde.

III. ETAT D'EXECUTION

3.1. Phase d'identification

Le projet de communication participative a été formulé à la suite d'une mission d'identification dans un certain nombre de pays : le Cap Vert, la Mauritanie et le Niger. Cette mission a regroupé les partenaires canadiens, le PADLOS et le PASP (chargé de suivre la mise en œuvre de la CCD au niveau sous régional). Elle a consisté à identifier les pays qui pourraient abriter le projet et en des discussions avec les partenaires locaux intéressés.

Au Cap vert, des difficultés de communication ont fait que la « partie CILSS » n'a pu s'entretenir qu'avec les partenaires de Praia tandis que la « partie CRDI » discutait avec les autorités municipales de l'île de Santo Antao choisie pour l'exécution du projet. Une séance de travail a eu lieu à Ouagadougou pour la formulation finale.

3.2. Tentative de mise en œuvre au Cap Vert

La mise en œuvre du projet a commencé en décembre 1998 avec la première mission du chargé de programme. Cette mission a eu lieu du 12 au 21 décembre 1998 au Cap Vert. Il s'est surtout agi de discussions avec la municipalité de Santo Antao, au cours desquelles il fallait désigner la coordination nationale du projet et préciser les objectifs et résultats attendus. Un aide-mémoire (avec un échéancier) devrait être signé entre les deux parties indiquant :

- Les tâches et missions du CILSS et de la coordination nationale ;
- Les mécanismes de gestion de l'accord de financement ;
- Les zones de recherche - action retenues ;
- Les mécanismes pour la préparation de l'atelier de lancement (populations locales, coordonnateur de la recherche, animateurs, enquêteurs etc., méthodologie à utiliser, outils de communication, date de lancement...);
- Le réalisateur de la vidéo ;
- Le chargé du suivi de la recherche – action ;

Cette mission s'est assez bien déroulée (voir rapport de mission). Tous les points ci-dessus cités ont pu être abordés et des solutions trouvées. La mission a fait cependant les constats importants suivants :

- Le ministre de tutelle du CILSS au Cap Vert n'est pas au courant du projet ;
- La Direction Générale de l'Agriculture et le SEPA (Secrétariat exécutif pour l'environnement) souhaite que le projet mette en œuvre les actions définies dans leur PAN (Programme d'Action National de lutte contre la désertification).

Elle a constaté la bonne maîtrise du projet par le Maire de Santo Antao. Il restait à la fin de la mission quelques points à retravailler entre la mairie et le PADLOS. Il s'agit notamment : des fiches techniques des deux projets retenus pour servir de base à la définition de la méthodologie de communication participative, du recrutement et de la rémunération du coordonnateur national et de la tenue de l'atelier de programmation. Ces questions devaient être réglées au plus tard le 10 janvier 1999.

Malheureusement, cela n'a pu se faire. Les documents envoyés par la partie capverdienne ne correspondaient pas tout à fait à ceux demandés ; ils ont appelé de la part du PADLOS les remarques suivantes :

1. *« Le document ne correspond pas tout à fait à celui demandé : il apparaît plutôt comme une autre formulation du projet de communication participative.*
2. *Les domaines d'appui possibles énoncés dans votre message diffèrent sensiblement de ceux arrêtés de commun accord. La démarche que vous proposez pour déterminer les domaines à appuyer est idéale ; mais démarrer une MARP à ce stade du projet va prendre énormément de temps alors que nous sommes déjà largement en retard !*
3. *Sur la base de ces considérations, nous vous suggérons de :*
 - *Elaborer des fiches synthétiques plus conséquentes de domaines à appuyer par le projet dans l'esprit indiqué ;*
 - *Nous faire parvenir ces fiches au plus tard le 1^{er} février 1999 ».*

Par un fax en février 1999, la partie capverdienne a fait savoir au CILSS que le projet tel que formulé dans sa philosophie d'intervention ne l'intéressait pas ; ce qui a obligé le PADLOS à accélérer les démarches pour lancer le projet au Tchad.

3.3. Départ au Tchad

Après le gel du projet au Cap Vert, une réunion de travail avec notamment le représentant du CRDI (M. Guy Bessette) en février 1999 a recommandé la réorientation du projet vers d'autres pays et l'accélération des contacts avec le Tchad pour le démarrage effectif du projet. C'est suite à cette réunion qu'il a été décidé de choisir comme deuxième pays la Mauritanie où une mission de prospection était prévue en août-septembre prochain.

Par ailleurs et toujours dans l'esprit de cette rencontre de février, une réorganisation budgétaire a été opérée en tenant compte des coûts réels des activités. Cette opération a montré qu'il était impossible d'intervenir dans trois pays avec l'enveloppe financière mise à la disposition du CILSS par le CRDI. Cela a conduit à concentrer le projet sur deux pays en mettant plus l'accent sur le volet « *activités de terrain* ».

Le budget issu de ce recentrage est présenté dans le tableau qui suit.

Nouveau budget du projet (x 1000F CFA)

RURRIQUES	AN1	AN2	AN3	TOTAL
Equipement				
Equipement (Ordinateur...)	4400			4400
Rencontres				
Table ronde an 1	12450			12450
Table ronde an2		12450		12450
Consultant en communication	10080	4540		14620
Publication			6300	6300
Frais généraux de gestion	4252,710	5853,330	756	10862,040
Frais recherches				
Atelier Cap vert				00
Atelier Tchad	11050	0		11050
Atelier Mauritanie		11050		11050
Recherche action Cap vert				00
Recherche action Tchad	25460,650			25460,650
Recherche action Mauritanie		25460,650		25460,650
Tournée du Coordonnateur Padlos	2333,100			2333,100
Tournée du Coord. régional	7630	7630		15260
Salaires				
Coordonnateur Cap Vert				00
Coordonnateur Tchad	8400			8400
Coordonnateur Mauritanie		8400		8400
Coordonnateur régional	7560	7560	1260	16380
Formation /voyage				
Formation coordonnateur régional	3300	1236		4536
Totaux	71139810	10995630	8316000	189412,44

3.3.1 Justification du choix du Tchad pour l'exécution du projet

Suite au gel du projet au Cap Vert, la décision a donc été prise d'approcher les autorités tchadiennes pour une mise en œuvre rapide du projet. Cette sollicitation a reçu un écho très favorable de la part de ces autorités.

Le choix de ce pays est motivé par les considérations suivantes:

- l'environnement politico-institutionnel à l'heure actuelle paraît particulièrement favorable pour entreprendre une telle action comme l'atteste le succès du forum national sur la Convention Internationale de lutte contre la désertification tenu en février 1999 au Tchad et comme en témoigne aussi le soutien politique dont bénéficie le projet d'observatoire du foncier qui est également un projet de recherche - action initié par le CILSS / PADLOS au Tchad;
- l'existence de données techniques de base résultant des études sur la gestion décentralisées des ressources naturelles réalisées l'année dernière par le PADLOS au Tchad, ceci devrait permettre d'assurer une mise en œuvre très rapide du projet.

3.3.2. Identification de projets au Tchad

La mission d'identification du projet au Tchad a eu lieu du 9 au 19 avril 1999 ; elle était une prospection pour la mise en œuvre du projet de communication participative. Un consultant devant élaborer la méthodologie de communication participative y a été associé pour récolter les données nécessaires à ce travail.

La mission a expliqué les objectifs et résultats attendus aux autorités et responsables de projets tchadiens. Elle a eu une journée de discussion avec les responsables des sites identifiés pour approfondir ses connaissances sur les sites.

Elle a visité des projets en exécution dans la sous préfecture de Linia afin de comprendre le travail des animateurs de l'ONG Darna, identifié (entre autres) pour abriter le projet de communication.

Elle a également visité un centre de formation dans la banlieue de N'Djamena pour prendre les renseignements nécessaires à la tenue de l'atelier de programmation du projet prévue du 19 au 30 juillet 1999 et qui concernera une trentaine de personnes (animateurs et leurs chefs directs).

Les sites retenus au cours de cette mission étaient les suivants :

Zones	Structures responsables	Domaines d'appui	Nombre d'animateurs
Elfass, Kadada, N'djamena rural	DARNA (ONG)	Alphabétisation ; Crédit rural ; Agroforesterie.	3 agents 1 délégué d'antenne
Mao	ONDR	Ecodéveloppement (développement agrosilvopastoralisme) ;	8 agents 7 chefs de volets
Doum Doum	SODELAC	vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, éducation et santé.	4 agents
Isserom	SODELAC	Vulgarisation agricole ; Lutte contre l'ensablement.	3 agents
* en attente : Salamat	NAFIR (ONG)	Information-formation-organisation ; Agriculture durable ; Femme et développement ; Epargne crédit ; hydraulique	Au moins 2

La discussion avec les partenaires a recommandé que les fonds soient mis à la disposition du CONACILSS avant la tenue de l'atelier.

3.3.3. L'atelier de planification

Il a eu lieu du 09 au 20 Août 1999 au Foyer de l'animateur de DARDA et a regroupé une trentaine participants provenant :

- Des Institutions de Développement comme SODELAC, DARNA, ONDR, NAFIR.
- Du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement et de l'Eau.
- Des Structures ayant en charge la Recherche.

L'atelier est une suite logique de la mission d'identification du CILSS en avril de cette année; il vise :

- 1) - à planifier avec les animateurs, le projet dans les sites d'intervention
- 2) - à donner à ces derniers les méthodes et outils de communication participative
- 3) - à introduire aux participants les aspects méthodologiques de la Recherche/Action

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, représentant le Ministre de l'agriculture, en présence du Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel (UDL) et quelques cadres du CILSS.

Il a initié les participants à des éléments de la communication participative.

Au total, six projets de communication en appui à des actions de lutte contre la désertification ont été identifiés et planifiés.

Ainsi, l'ONG Darna a présenté deux projets : l'un visant à lutter contre le déboisement et l'autre pour l'alphabétisation des femmes afin de trouver des solutions aux problèmes que rencontrent ces dernières dans la gestion de leurs activités. Il va alors axer ses interventions sur la formation, les rencontres-discussions et utiliser des canaux de communication comme les jeux de rôle, les contes, les saynètes, les images, les voyages d'échanges etc.

Nafir une ONG basée dans le Guéra, a opté pour la lutte contre la dégradation des ressources naturelles. L'auteur principal identifié de cette dégradation, est l'exode rural ; c'est pourquoi il envisage renforcer et appuyer la mise en place de sept (7) organisations paysannes pour une exploitation rationnelle des ressources naturelles et renforcer leur capacité de gestion. Il envisage en outre mettre en place deux pépinières à des fins de production de plants fruitiers et gommiers.

Ce dossier après analyse, s'est avéré trop vaste et il a été demandé à cette ONG de mieux centrer l'intervention du projet.

Le projet de développement local du Kanem qui envisageait appuyer par la communication, les activités de lutte contre l'ensablement a subi le même sort que le projet précédent ; il a été jugé trop vaste et renvoyé pour recentrage.

Le projet de développement rural de Doum-Doum a choisi de lutter contre l'ensablement et celui de Bol veut encourager la participation de la femme à la production dans les zones aménagées. Ces deux projets rattachés à la SODELAC, ont comme activités entre autres: l'apprentissage de l'installation de pépinières et l'implication des chefs religieux, traditionnels et des personnes influentes dans la résolution du problème.

Pour la mise en œuvre des projets, les animateurs ont prévu le démarrage effectif des activités pour le début du mois d'octobre et ont réservé les prochaines semaines aux différentes tâches d'information des populations et des partenaires.

3.3.4. Mise en œuvre des activités au Tchad

Des six projets proposés au cours de l'atelier de planification, quatre "sites" ont été retenus et qui sont : Doum-Doum avec la lutte contre l'ensablement des Polders et Ouadis ; Bol avec l'appui à la participation des femmes dans les périmètres irrigués ; Darna avec deux thèmes : la lutte contre le déboisement et l'alphabétisation des femmes en crédit rural.

Pour des raisons de mise à la disposition des fonds entre le CILSS et le Tchad, ce n'est finalement qu'au moins de février 2000 que les activités ont démarrées.

3.3.4.1. Le site de Doum-Doum

1. Déroulement de la recherche

Le projet de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification est entré dans sa phase opérationnelle sur l'ensemble des sites au mois de février 2000.

Dans le site de Doum-Doum, le problème que le PCP a décidé de résoudre par la communication est l'ensablement des polders et ouadis en partenariat avec le projet de développement rural de Doum-doum. Trois (3) zones ont été choisies par les responsables du Projet de Développement Rural de Doum-Doum pour appliquer la méthodologie de communication participative. Ce sont : Kouloudia, Amerom et Doum-Doum-Sila. Le PDRD dispose d'une dizaine d'animateurs et de trois (3) encadreurs.

La mise en œuvre du PCP dans ce site a commencé par des séances d'information et de débats autour du problème de l'ensablement des polders. Objectifs : faire comprendre le problème et parvenir à des solutions locales.

Du point de vue actions de communication, les animateurs de ce site (entendu, les trois zones) ont fait :

- des rencontres d'information des principaux leaders d'opinion des zones ;
- Visites des polders et ouadis pour mieux cerner la question de l'ensablement ;
- Rencontre-débats avec la population pour analyser ensemble le problème et proposer des solutions ;
- Des projections vidéo...

2. Principales contraintes du site de Doum-Doum

- retard dans la prise en charge des animateurs recrutés après la planification des activités faites lors de l'atelier de DARDA ;
- manque d'unité vidéo même pour location dans la zone ;
- non électrification de la zone rendant difficile les projections de films ;
- non couverture de certaines zones du PDRD par le projet compte tenu de ses moyens limités.

3. Principaux résultats obtenus dans le site de Doum-Doum

a) Résultats physiques

Sur ce site, bien que la forte chaleur et le manque d'eau pour l'arrosage aient pesé sur le taux de levée des plants, 10.341 sur les 30.000 plants ont survécus aux intempéries et sont repiqués aux lieux ci-après pour fixer les dunes :

N°	Lieux de repiquage	Nombre de plants
01	Polder de Doum-Doum	3.440
02	Polder de Kouloudia	2.432
03	Polder de Iri	4.049
04	Polder de Wole	420
	Total	10.341

Soit environ 8 km de plantation sur quatre à cinq rangées de plants.

Le PCP a également introduit l'utilisation d'énergie de substitution au bois. A défaut de parvenir à ce que les populations ne coupent plus les arbres pour la cuisson des aliments, il a encouragé l'usage des foyers améliorés et celui des résidus de maïs par les femmes pour économiser le bois.

b) Résultats en matière de communication

Les acquis en matière de communication participative sur ce site se résument à :

- la prise de conscience de leurs problèmes par les paysans ;
- la capacité d'analyser les problèmes et y trouver des solutions locales ;
- la volonté de vouloir se prendre en charge tout en faisant des projections dans le futur ;
- la valorisation des ressources naturelles ;
- l'élaboration de règles locales de lutte contre l'ensablement (voir le texte en annexe) ;
- la volonté de vouloir être autre que ce qu'on était hier c'est-à-dire agir et non subir.

Les animations ont fait surgir d'autres besoins des populations qui ne peuvent être résolus par la communication. Il s'agit de besoin de forage pour l'eau potable. Des partenariats à établir très prochainement devraient résoudre cette question.

4. Les leçons tirées

On retiendra pour ce site en terme de leçons, l'engagement des populations à élaborer et signer un contrat de protection des polders avec les services techniques, engagement obtenu grâce l'utilisation d'outils de communication de proximité tel que les rencontres-débats, et les voyages d'échange. Cela dénote d'une connaissance et d'une prise de conscience du problème de l'ensablement ainsi que d'une confiance établie entre elles et les animateurs. Une des bases de la participation !

3.3.5.2. Le site de Bol

1. Déroulement de la recherche

Les animateurs du PCP ont initié dans un premier temps, des séries de rencontres avec les maris des femmes puis, avec les femmes elles-mêmes. Pour les maris, après plusieurs séances de rencontres-débats, ils acceptent l'octroi des parcelles à leurs femmes qui sera un plus pour le budget familial, affirment-ils.

Pourquoi les femmes n'ont-elles pas accès aux parcelles aménagées ? Elles avouent qu'elles ne se posaient pas la question avant les rencontres-débats : « c'est maintenant que nous sommes ouvertes, sinon, nous étions fermées ; les groupements que le projet va aider à mettre en place ne feront que renforcer davantage cette ouverture ». Dans le site de Bol, les animateurs ont recensé 2.484 femmes dans vingt cinq (25) villages et ce, pour une population féminine estimée à 4.683 femmes. Quatre vingt six (86) groupements sont formés avec en moyenne vingt (20) membres. L'atout du PCP c'est le chef de canton jouissant du prestige aux yeux de ses administrés qui a joué son rôle de communicateur. Les animateurs du PCP l'ont convaincu de se joindre à eux pour sillonner l'ensemble des villages et jouer ainsi le rôle de porte d'entrée chez des hommes qui laissent peu de place à la femme dans les échanges.

Un des supports de communication qui a eu le plus d'effet a été les photos prises lors des séances d'animation. Elles sont affichées sur des tableaux à la place publique, occasion donnée au village en général et aux femmes en particulier de se voir et de confirmer leur participation aux préoccupations qui sont les leurs.

Le magnétophone, toujours présent pour enregistrer, suscite des réactions positives lors des séances d'écoutes. La projection des films, suivie des débats délient les langues. Cet éveil féminin se généralise dans la zone du projet avec comme impact : le sentiment exprimé de vouloir être comme autrui. Une femme de Sawa I lance à l'endroit de l'assistance lors d'une projection : « nous voulons être comme nos sœurs du village de Matafo qui, par l'organisation, ont eu la possibilité d'accès aux terres et dont les produits issus de leur travail leur permettent aujourd'hui d'acheter ce dont elles ont besoin sans faire recours au mari.

Vouloir se prendre en charge progressivement est un objectif à atteindre que les femmes du site de Bol se sont fixé. N'eût été le retard accusé dans la construction des canaux d'irrigation, les femmes auraient déjà leurs parcelles. Elles ont cependant reçu l'assurance d'une répartition équitable des parcelles dès la fin des travaux. La Direction des Aménagements et de la Production de la SODELAC se réjouit de l'appui du PCP qui, selon le DAP règle en parti ce que son institution envisageait à savoir : l'intégration de la femme dans le processus de développement de la région du Lac. Les femmes du site de Bol voient déjà les fruits que pourraient apporter l'exploitation des parcelles.

Dans le village de Mamdi, les femmes font des projections en ces termes : « nous allons, avec les revenus de nos parcelles, acheter un moulin, des semoirs et des batteuses... ». Tout un rêve, un rêve formulé en objectif nécessitant d'une part, un encadrement, et d'autre part, l'octroi de crédits pour des résultats probants.

Le tout n'est pas de vouloir faire, mais aussi d'avoir les moyens nécessaires de le faire. L'expérience d'autres projets exécutés au Tchad a montré que le processus de développement n'est pas dans la diffusion d'une innovation qui elle-même ne cadre pas avec les réalités, mais plutôt se trouve dans l'expression des besoins de la population. C'est pour quoi, une initiative de développement issue d'une réflexion locale nécessite au prime abord un appui institutionnel à l'exemple du PCP, puis, un appui financier surtout lorsqu'on sait que le revenu de la femme en milieu rural n'est que minime et ne suffit pas pour la satisfaction de ses besoins. La femme du site de Bol, en acceptant l'échange, le dialogue, se veut communicative et ainsi contribue à la construction de son édifice, celui de vouloir être autre que ce qu'elle était.

2. Principales contraintes dans le site de Bol

- non disponibilité à temps voulu des véhicules pour le suivi du projet ;
- insuffisance des appareils photos
- sous-estimation du coût des activités lors de la planification des activités (plus le projet avance, plus il s'est avéré nécessaire d'avoir beaucoup plus de ressources financières alors que celles-ci n'ont pas été programmées).

3. Principaux résultats obtenus dans le site de Bol

a) Résultats physiques

A l'actif des animateurs du site de Bol, on peut citer le recensement de 2484 femmes prêtes à participer à la mise en valeur des 1800 hectares en aménagement par la SODELAC. Les animations ont abouti à la formation des groupements féminins au nombre de 90 et l'exploitation d'un champ de maïs par les femmes (voir le détail en fin de chapitre). Une partie de la récolte a été vendue sur le marché et l'argent versé dans une caisse, propriété du groupement. Une autre partie de la récolte a été redistribuée entre les membres du groupement.

Trois fontaines ont été installées dans les villages de Sawa II, Mamdi et Tandal, suite au partenariat avec les services de l'hydraulique villageoise ; grâce à la collaboration avec l'Enseignement, cinq écoles ont été créées dans les villages de Moundaï, Sawa I, Mamdi, Mafou et Koundouboul. Dans les trois derniers villages, les enseignants sont à la charge des populations, ce qui démontre bien la perception des parents des bienfaits de l'école.

b) Résultats en matière de communication

A travers le PCP les populations de Bol reconnaissent le poids de la femme dans la société et s'en préoccupent. Au terme des dix mois de mise en œuvre du projet, elles sont aujourd'hui, à 80%, capables d'expliquer le problème de la marginalisation de la femme. Lors des rencontres des animateurs, un marabout a reconnu le problème et a demandé pardon

aux femmes de les avoir si longtemps gardées soumises. Ces dernières sont désormais plus « libérées », en ce sens qu'elles peuvent participer à toute rencontre.

Grâce aux animations, les femmes se sont inscrites pour l'exploitation des futures parcelles de la SODELAC avec une motivation sans précédent. Les actions des animateurs ont aussi fait apparaître d'autres besoins que l'on peut considérer comme des acquis de la participation : le besoin d'avoir de l'eau potable (résolu en partie par le partenariat avec les services compétents) ; la scolarisation des filles et la vaccination des enfants.

4. Leçons tirées sur le site de Bol

Le site de Bol avait un des plus délicats problèmes de développement à résoudre : celui de la marginalisation de la femme dans l'attribution et l'exploitation des parcelles aménagées de la SODELAC.

Ces dix mois d'expérience viennent de démontrer que lorsque les outils de communication de sont adéquatement utilisés, la communauté s'approprie les rênes du développement. Ainsi, à Bol, les animateurs ont utilisé en premier les voix traditionnelles pour lever le voile des femmes. Leurs premiers outils de communication ont été le Sultan, les chefs de canton, les femmes leaders, les marabouts, les chefs de villages et les maris. C'est eux qui ont facilité les rencontres avec les femmes en y participant eux-mêmes d'abord !

Il n'a pas été ici question de gros moyens de communication comme la radio, la télévision. L'accent a été mis sur les rencontres-débats, soutenues parfois par des photos, des vidéo-miroirs et des écoutes collectives de cassettes sur les expériences de communautés voisines.

La stratégie a été de montrer clairement :

- aux maris que le travail de la femme dans sa parcelle était un plus pour le ménage ;
- aux femmes qu'avec le travail dans leurs parcelles, elles pouvaient être économiquement indépendantes.

Les visites inter-villages, notamment à Matafo où des femmes exploitent déjà des parcelles, ont contribué à convaincre les femmes de Bol.

L'expérience du PCP à Bol laisse des questions en suspend qu'il faudra résoudre assez rapidement. Il s'agit de :

- la formalisation des 90 groupements féminins créés
- leur formation en gestion de micro-crédits
- l'alphabétisation fonctionnelle
- la scolarisation des filles
- la question d'eau potable.



3.3.4.3. Le site de l'ONG Darna

1. Déroulement de la recherche

✦ Volet lutte contre le déboisement

Zone par excellence d'approvisionnement en bois-énergie de la capitale N'Djaména, Linia et ses environs sont régulièrement dégarnis de leurs ressources naturelles en l'occurrence le bois. Pour ce faire, et par rapport à la stratégie de communication participative, les animateurs ont, dans un premier temps entrepris des discussions avec 16 villages ciblés dont les préoccupations sont les mêmes (Kadangar, Nahala, Amdjouada, Daradja, Soukouldé, Kweke, Gargar, Amdjohol, Bitchié, Chiib, Milessaya, Koussou Bara, Darassalam, Balala, Linia Ngoï, Kachka Chaya).

Les actions étaient constituées de projections de films sur la désertification, d'écoutes collectives de cassettes etc. Projection et écoutes des cassettes qui se font autour du thé, déliant les langues tel ce vieillard de Adouba qui traduit sa pensée en ces termes : « le

déboisement de notre zone est causé principalement par les forestiers et les chefs de villages ». Comment ? Rétorque un autre ! et de répondre : « les forestiers délivrent les autorisations de coupe d'arbre, tandis que les chefs de villages pour un pain de sucre indiquent aux « prédateurs » les zones boisées dont les essences sont appréciées en milieu urbain ».

✚ Volet alphabétisation des femmes en crédit rural (mesure d'accompagnement)

Ce volet est une mesure d'accompagnement aux activités de Darna pour qui l'alphabétisation était capitale pour sa réussite sur le terrain. Le volet visait à convaincre les femmes de se faire alphabétiser en crédit rural. Les activités réalisées dans le cadre du PCP en ce qui concerne l'alphabétisation des femmes se résument autour des séances de sensibilisation et des suivis conseils organisés sur les thèmes :

- Importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et l'éducation des enfants ;
- Importance de la femme alphabétisée dans la société d'aujourd'hui.

Ces séances de rencontres regroupent les chefs de différents villages concernés par le projet, les notables et religieux. De manière rotative, les participants aux débats prennent la parole. Les intervenants définissent l'analphabète comme l'aveugle qui, même s'il est capable de mener une activité, sollicite l'appui d'autrui.

L'équipe des animateurs PCP a entrepris la démarche qui consiste à expliquer aux maris des femmes membres du comité de gestion sur la rôle que peut jouer une femme alphabétisée. De cet aval masculin onze femmes sur les douze prévues sont aujourd'hui alphabétisées, sachant ainsi lire, écrire et compter en arabe.

La réaction des femmes âgées n'étaient pas du reste, lorsqu'on sait que le point de vue des personnes âgées dans ce milieu n'est pas contestable. Ainsi, lors d'une rencontre, celles-ci ont approuvé l'alphabétisation de leurs filles et se disent au regret de leur époque où l'école était gratuite citant au passage la réussite de deux (2) de leurs, issues de l'ethnie arabe. La première, représentante de la FAO dans un pays africain et la seconde, diplomate auprès d'un pays européen.

2. Principales contraintes sur le site de Darna

- vétusté du véhicule de terrain rendant difficile le respect des rendez-vous pris avec les paysans ;
- insuffisance des animateurs trois (3) pour un site de seize (16) villages voire plus, concernés par le projet.

3. Principaux résultats obtenus sur le site de Darna

a) Résultats physiques

✚ Volet lutte contre le déboisement

Il résulte aujourd'hui des dix mois de travail des animateurs, une prise de conscience ayant abouti à la mise en place des brigades villageoises. Les ruraux de la zone de Linia ne sont pas prêts à être des simples spectateurs à l'exploitation des ressources naturelles qu'ils considèrent être d'une valeur importante. Ils affirment à chaque rencontre avec les animateurs PCP « c'est nous qui subiront les conséquences d'une gestion inefficace de nos ressources ».

Comme le conçoit la stratégie de communication participative dans la lutte contre le déboisement dans la zone de Linia, la population aujourd'hui s'investit progressivement et se veut rationnelle au vu de son intérêt menacé. C'est pourquoi, s'instaure aujourd'hui une réglementation qui demande à être soutenue par des règles formelles de l'autorité de l'Etat.

Progressivement, le charbon de bois cède la place au foyer amélioré communément appelé fili dans la zone.

Pour les femmes qui les utilisent, elles affirment que ces foyers consomment moins de bois, préservent les cases contre l'incendie, conservent la chaleur à la cuisson un peu plus longtemps que les foyers traditionnels à trois pierres. Pour les hommes, la bouse de vache sèche est utilisée pour la préparation du thé. Un changement de comportement aussi bien individuel que collectif car, sur 1392 femmes des 16 villages touchées par l'approche communication participative, 738 d'entre elles connaissent aujourd'hui les avantages des énergies alternatives. 723 femmes des 8 villages utilisent elles, le foyer amélioré.

De ce travail fait par les animateurs, le politique n'était pas du reste, offrant 100 foyers améliorés à travers le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille et ce, lors de la Journée Mondiale de la Femme Rurale. Un don qui renforce davantage les actions du projet de communication participative.

Concrètement, il en résulte une hausse du prix de charbon à Linia qui passe de 1.750 FCFA à 2.500 FCFA, cela en raison de la rareté du charbon ; 48 surveillants de terroirs issus de 16 villages formés pour collaborer avec les chefs de villages et les services ayant en charge la protection de l'environnement.

↓ Volet alphabétisation des femmes pour la gestion de crédit rural

La nécessité d'être alphabétisée a été comprise par la population de la zone du projet. On estime de nos jours à un taux de 60% le nombre des adultes hommes, femmes et jeunes capables d'analyser le problème de l'analphabétisme ; à 70% des femmes âgées connaissant les avantages d'une fille alphabétisée et, à 50% des jeunes filles et garçons qui comprennent l'intérêt d'une mère alphabétisée. Un pourcentage dont son maintien ou son augmentation dépendra d'un prolongement de cette première phase ou de sa programmation à la phase 2 du Projet de Communication Participative.

b). Résultats en matière de communication sur le site de Darna

- Prise de conscience de la population par rapport à la nécessité de se faire alphabétiser
- Disparition progressive de la mentalité selon laquelle la femme est faite pour le ménage
- Relais fait par les autres femmes âgées à l'endroit des femmes pour les décider à s'alphabétiser
- Expression d'autres besoins : demande à l'endroit de l'Etat pour la construction d'écoles
- Expression d'autres besoins à l'endroit des partenaires : demande d'attelage à crédit pour palier la courte durée de la saison des pluies

4. Principales leçons tirées sur le site de Darna

La leçon que l'on peut tirer de l'expérience de ce site, concerne l'importance de la segmentation des groupes cibles ; notamment la détermination de groupes-cibles primaires et de groupes-cibles secondaires. C'est cet exercice qui a permis aux animateurs de remporter des victoires en matière d'alphabétisation des femmes en crédit rural. La démarche du PCP a montré que pour parvenir à la participation, il ne faut pas s'adresser qu'à ceux qui sont cernés par le problème, ceux que l'on désigne pour adopter des comportements nouveaux (groupe primaire), mais qu'il y a souvent des gens qui prennent les décisions (groupe secondaire), comme ce fut le cas des maris à Darna. C'est sur ce dernier groupe que les animateurs ont agi pour obtenir la participation des femmes aux cours d'alphabétisation.

3.4. LE PCP AU BURKINA FASO

3.4.1. Choix du Burkina Faso comme deuxième pays participant au PCP

A la suite de l'atelier de lancement du projet au Tchad en août 1999, il s'est posé un sérieux problème de budget. Six projets avaient été planifiés avec les coûts suivants :

1. Site de Bol : 3.968.800 F
2. Site de Doum-doum : 6.077.500
3. Site de Darna1 : 3.489.200
4. Site de Darna2 : 3. 440.250
5. Site de Nafir : 10.029.250
6. Site de Kanem : 12.878.250 F CFA.

Total : 39. 883. 250

Pourtant, seulement 31.160.650 F ont été prévus pour l'exécution du projet dans ce pays, et couvraient selon les termes du protocole d'accord Gouvernement du Tchad/CILSS les rubriques suivantes :

Termes du protocole	Coûts réels en F CFA
Les activités et le matériel de communication participative (planification des projets des sites)	39. 883. 250
Les honoraires et les frais de missions du chargé du suivi méthodologique	5.700.000
réalisation d'un film vidéo sur la recherche	non encore évaluée
L'évaluation de la recherche	non encore évaluée
BUDGET TOTAL A PREVOIR	57.000.000 environ

Dans ce protocole il a été omis :

- les charges inhérentes à la location de véhicule pour le déplacement (dans le cadre du suivi) du chargé de suivi méthodologique ;
- une évaluation formative (à mi-parcours) destinée aux animateurs et qui pourrait coûter environ cinq millions.

Soit un budget total, largement au-dessus du montant du protocole avec le Tchad.

Compte tenu de tous ces aspects financiers en début décembre 1999, il serait moins coûteux de ramener l'exécution du projet dans un deuxième pays plus proche du siège : Burkina Faso, Niger ou Mali. L'économie réalisée dans ce deuxième pays plus proche, pourra être réinvestie au Tchad pour donner plus chance de succès au projet. De ces trois pays cités, c'est sans doute le Burkina Faso qui présentait le plus d'atouts :

- Baisse des coûts de voyage (rien que la mission d'identification en Mauritanie est budgétisée à environ trois millions F CFA) ;
- Economie sur les frais de suivi (au lieu de recruter un chargé du suivi local, ce volet pourra être exécuté directement par l'expert de l'UDL ; il est budgétisé à près de six millions F CFA au Tchad donc à peu près le même montant en Mauritanie ou ailleurs qu'au Burkina Faso)
- Un suivi plus efficace à cause de la proximité des sites et de la compétence de l'expert UDL. Nous savons combien le suivi constant pour un éventuel réajustement des stratégies de communication adoptées est nécessaire.
- Gain de temps, les sites étant sur place.

Aussi sur la base des considérations, le Burkina Faso a été choisi comme deuxième pays participant au projet durant cette première phase pilote ; la Mauritanie sera retenue pour la phase prochaine.

3.4.2. Atelier de planification des sites du Burkina Faso

L'atelier de planification du Projet de Communication Participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification s'est tenu à Bobo-Dioulasso du 16 au 26 mai 2000. L'atelier qui était organisé par le CILSS avec l'appui financier du CRDI et l'appui institutionnel du Ministère de l'environnement et de l'eau du Burkina Faso, a regroupé une trentaine de participants provenant :

- Des sites d'exécution du projet
- Du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement et de l'Eau.
- Des Structures partenaires de terrain.

3.4.3. Les sites et thèmes retenus

En rappel, l'identification des sites du PCP au BF a eu lieu suite à une mission conduite par le chargé du projet en février 2000. Conformément à la méthodologie du Projet, un atelier de planification a eu lieu en mai de la même année à Bobo Dioulasso. Il a permis aux animateurs des sites, de se former en communication participative et de planifier le projet dans les sites d'intervention.

1. Région du fleuve Béli

L'appui du projet de communication participative est d'aider à une gestion participative et durable des ressources partagées de cette zone en partenariat avec le projet transfrontalier de lutte contre la désertification (SE/CCD-UMA) exécuté par l'association Walde Ejef.

Partenaires : CONAGESE

2. Forêt de Toumousséni.

L'appui du projet est d'organiser les populations des villages riverains de la forêt pour une gestion participative et durable.

Partenaire : la Direction provinciale de l'environnement et des eaux et forêts de la Comoé.

3. Département de Padéma.

L'appui du projet est la mobilisation des populations riveraines pour une bonne gestion et protection des berges du fleuve Mouhoun.

Partenaires : la Direction provinciale de l'environnement et des eaux et forêts du Houet, PDRI/HKM

4. Département de Warkoye.

L'appui du projet de communication participative est la mobilisation, l'appui à la formation des populations et autres agents techniques à la gestion de ces feux de brousse dans le département de Warkoye (Mouhoun).

Partenaires : La Direction provinciale de l'environnement et des eaux et forêts du Mouhoun, PDRI/HKM.

3.4.4. Mise en œuvre des activités

Le démarrage des activités de terrain du PCP au Burkina Faso a été officialisé par la première réunion du comité de pilotage du Projet de Communication Participative du CILSS qui s'est tenue le mardi 16 janvier 2001 dans la salle de réunion du CILSS/UDL.

Cette rencontre a fait le point sur le PCP au Burkina Faso et arrêté un certain nombre de mesures concernant notamment l'organisation, le fonctionnement et le rôle du comité.

Par rapport au fonctionnement, la réunion a entériné une proposition qui lui a été faite par l'UDL et qui est la suivante :

Le Comité :

- Donne des avis techniques pour concourir à l'orientation du projet et à la validation des résultats de la recherche-action sur le terrain.
- Suit l'avancement de la recherche
- Donne des appui-conseils sur certaines activités des sites
- Vérifie que le projet se déroule selon les orientations données (en ce sens il peut mener des missions de suivi sur le terrain si les fonds du projet le permettent)
- Prend connaissance et analyse les rapports trimestriels du chargé du PCP.

Le secrétariat du comité est assuré par le CILSS et l'ONC/CCD.

Le comité se réunit trimestriellement avec possibilité de rencontres extraordinaires. Les rencontres examinent le rapport du chargé du PCP. Des sorties sur les terrains sont prévues pour constater de visu la mise en œuvre des activités.

3.4.4.1. Sur le site de Toumousséni

Le plan d'action élaboré en mai 2000, a prévu des activités de communication pour faciliter les activités de développement.

La stratégie de mise en œuvre du plan d'action repose sur une programmation mensuelle des activités par chaque animateur.

Chaque animateur, qui a obligation d'effectuer 5 sorties dans ses villages d'encadrement, a développé des approches selon la situation sur le terrain.

Avec l'appui des outils de communication existants, simples et faciles à utiliser, les animateurs ont surtout revalorisé les modes et les canaux habituels de communications du milieu. L'accent a été surtout mis sur les causeries – débats, soutenues parfois par des photos et des écoutes collectives de cassettes portant sur les expériences d'autres producteurs (projet BKF intervenant sur les sites de Cassou et Bognounou).

Les causeries – débats, co-animées par les animateurs, les griots ou chansonniers de la localité, ont contribué au changement des mentalités.

Les canaux traditionnels de communication ont été utilisés soit pour transmettre des informations ou des messages, soit pour faciliter la participation ou pour simplement mettre de l'ambiance.

Pour documenter et faciliter le suivi des activités de communication et de développement, des fiches de suivi et des rapports sont transmis mensuellement au coordonnateur du site.

► Outils de communications utilisés

Durant les 14 mois d'exécution du P.C.P, l'équipe d'animation du site de Toumousséni a utilisé les outils suivants :

- Les chefs traditionnels, les griots, les chansonniers, les causeries - débats pour sensibiliser la population aux changements de comportements à opérer (diffusion de thème d'animation) ;
- Appareil photo pour illustrer et représenter des souvenirs et en faire des supports d'animation ;
- L'appareil audio-cassette pour mémoriser les engagements pris ou les expériences de communautés voisines afin d'organiser des réécoutes collectives dans les villages ;
- Le griot et le chansonnier pour faciliter l'expression des points de vue ou la participation de la population ou pour simplement mettre de l'ambiance ;
- Le crieur public pour rassembler la population, pour annoncer des informations ou la présence de participants étrangers à la rencontre ;

- Les voyages d'études pour sensibiliser ou pour faire acquérir des connaissances aux représentants des groupes cibles ou pour s'inspirer des réalisations d'autres sites ;
- Les séances de restitution pour faire connaître les réalités vécues par les producteurs d'une autre localité ou pour illustrer les attitudes ou les comportements de ceux-ci ou pour transmettre des informations.

► Principales difficultés

Les animateurs du site se sont confrontés à deux difficultés majeures :

La différence entre projet de communication et projet de développement :

De façon classique, un projet est généralement perçu par les communautés villageoises, comme étant un appui de l'extérieur (bailleur de fond) aux activités de développement d'une localité. Cet appui peut aller de la construction d'infrastructures à l'achat de matériel en passant par des financements divers.

Au cours des séances de sensibilisation, les animateurs ont eu des difficultés à faire comprendre à la population les limites du PCP qui est un projet qui ne prend donc en compte que le financement des activités de communication.

Pour corriger ces insuffisances, les GGF ont été mis en contact avec les établissements financiers de la place pour l'octroi de crédits.

Le déblocage tardif des fonds :

Cette difficulté a pesé négativement sur le déroulement normal du plan d'action. En effet, outre la non tenue de certaines activités aux périodes indiquées, les animateurs du site, ont du travailler sans répit, deux à trois mois, sans percevoir d'indemnités.

► Résultats

Sur le plan communicationnel, des résultats intéressants sont aujourd'hui capitalisables. Il s'agit entre autre :

- ✓ De l'émergence et de la fonctionnalité de plusieurs groupements (éleveurs, bûcherons, producteurs de charbon, commerçants de bois).
- ✓ Du changement qualitatif des mentalités
- ✓ De l'amélioration du partenariat entre trois (3) grands acteurs de la zone
- ✓ (populations riveraines, commerçants de bois et service forestier).

Dans le domaine du développement, les acquis ci-dessus ont effectivement assuré l'exploitation et la commercialisation du bois de chauffe issu de la forêt classée.

Les recettes générées s'élèvent à plus de Huit Cent Mille (800.000 F) CFA pour la seule campagne d'essai.

Selon un sondage effectué dans les 4 villages, les recettes des bûcherons ont été principalement utilisées à l'achat des fournitures scolaires, d'engrais minéraux pour la fertilisation des sols et à l'achat de vêtements et ustensiles de cuisine.

D'autres activités non moins importantes sont à signaler ; ce sont :

- ✓ La récolte des semences forestières (*Detarium, microcarpum*) dans les parcelles exploitées ;
- ✓ Le semis direct d'espèces utilitaires pendant la saison hivernale (2Ha) ;
- ✓ La protection des rejets de coupe pour leur assurer un meilleur développement ;
- ✓ Le ramassage des produits du cru par les femmes pour divers usages ;
- ✓ Le suivi des ruches expérimentales ;
- ✓ La conduite des feux précoces dans la forêt classée.

► Leçons et recommandations

L'exécution de la première phrase du P.C.P. permet à l'heure actuelle de tirer les enseignements suivants :

- ✓ Le problème identifié doit correspondre aux besoins des groupes cibles ;
- ✓ L'implication et l'engagement de tous les acteurs (animateurs, partenaires et groupes cibles) sont des facteurs importants de réussite ;
- ✓ La création d'une synergie d'action est capitale au sein des acteurs ;
- ✓ L'utilisation des canaux traditionnels de communication par les groupes cibles facilite la diffusion de thèmes et l'expression des points de vue ;
- ✓ L'appropriation du projet par les populations ou son adoption est un gage de réussite ;
- ✓ Le renforcement des capacités locales est très déterminant ;
- ✓ Les solutions réalistes et réalisables rencontrent le plus souvent l'assentiment et l'adhésion de tous les acteurs.

En terme de recommandations, nous suggérons :

- ✓ La consolidation des acquis de la première phase ;
- ✓ La vulgarisation de l'approche P.C.P sur d'autres sites de la Province ;
- ✓ La valorisation des acquis du P.C.P (vidés cassettes et audio-cassettes) ;
- ✓ L'extension des zones d'intervention du P.C.P.

3.4.4.2. Sur le site de Ouarkoye

En appui au projet « Gestion des feux» dans la Province du Mouhoun, le projet de communication participative intervient dans le département de Ouarkoye dans la gestion participative des feux. Il a connu son démarrage effectif en 2001.

Prévu pour s'achever en septembre 2001, le plan d'action n'a pas pu être exécuté suivant le chronogramme établi. A mi parcours, une re-planification des actions a été effectuée lors de l'atelier d'évaluation tenu à Bobo-Dioulasso du 19 au 21 Septembre 2001. Pour la période allant du 15 octobre 2001 à janvier 2002.

Les activités retenues dans la re-planification des actions du PCP pour le site de Ouarkoye sont les suivantes :

- Formation en technique de gestion des feux
- Formation en technique de mise à feu précoce
- Causeries débats sur les avantages des défrichements contrôlés
- Théâtre forum sur les mesures à prendre pour éviter les feux de brousse.
- Emission radio locale sur la pratique des feux précoces , l'installation des pare feux ; feux accidentels.

► Principaux outils de communication utilisés

Les principaux outils de communication utilisés sont :

- Les causeries débats
- Les projections vidéo
- Les rencontres débats
- Le théâtre forum
- Les émissions radio locales

► Principales difficultés

Le PCP présente des acquis consistants sur le site de Ouarkoye, néanmoins quelques difficultés dues au manque de moyen de déplacement d'un animateur, à la difficile conciliation entre le calendrier des activités des producteurs et le programme des animateurs ont un peu entaché la bonne exécution des activités.

► Synthèse des résultats

Les populations des vingt huit villages et hameaux de culture du département de Ouarkoye ont été touchées par cette activité de communication. La participation des auditeurs aux animations se présente ainsi qu'il suit :

-Hommes =394

-Femmes =185

-Jeunes =157

Les villages et hameaux de culture animés soit 28 au total ont mis sur pied leur comité de gestion des feux.

- Deux centres de formation retenues et fonctionnels
- La participation des CGF à cette formation : au total 362 formés, qui à leur tour ont formé les producteurs des villages.

Comme conséquence de ces formations, les résultats physiques suivants ont été atteints :

- huit villages ont leur terroir épargnés des feux de brousse.
- Dix villages ont leur terroir brûlé à moins de 50%
- Aucun village n'a son terroir brûlé à 100%
- 34 défriches visités
- 53,5 ha défrichés suivant les normes techniques
- Création d'une troupe locale « Troupe Sininyasigi de Ouarkoye »
- Quatre centres d'animation créés
- 1800 auditeurs touchés soit 80% de la population de chaque centre.
- Huit thèmes relatifs à la gestion des feux élaborés et diffusés sur les ondes de radio fréquence espoir.

► Conclusion/Perspective

Le PCP en appui au projet gestion des feux dans la province du Mouhoun, avait pour objectif de tester les stratégies de communication aidant la participation des populations à la lutte contre les feux de brousse.

Sur le site de Ouarkoye, les animateurs ont utilisés des outils et des canaux du milieu à savoir les causeries débats, la chefferie coutumière, le théâtre et les émissions radio.

Ces outils ont permis la participation des populations aux activités prévus et exécutés par elles-mêmes. En témoigne à Mièna où la chefferie coutumière a inséré la gestion des feux dans les coutumes, ce qui a permis d'épargner le terroir du village des feux de brousse.

Les résultats atteints sur le site de Ouarkoye sont encourageants. Toutes les activités programmées ont été exécutées.

En terme de perspective pour le PCP sur le site de Ouarkoye, il serait souhaitable de :

- Renforcer les capacités des comités de gestion des feux à travers des formations
- Tester de nouveau la démarche du PCP sur de nouveaux sites.
- La production d'un documentaire éducatif vidéo en Dioula et en Français.
- La production d'un clip vidéo
- L'animation vidéo dans les villages

3.4.4.3. Sur le site du Béli

Le choix de la zone du Béli est lié au contexte de la mise en œuvre de la CCD dans les pays du Sahel et répond parfaitement à l'objectif global du PCP qui est de mettre à la disposition des Programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification, des stratégies de communication pour faciliter la participation des populations. Le projet transfrontalier est un projet pilote expérimenté dans le cadre de la CCD. Ses résultats (y compris l'expérience du PCP) devraient servir à d'autres projets transfrontaliers ou de LCD à exécuter dans le cadre des PAN.

Au Béli où le projet exécuté vise la mise en place d'un cadre adéquat pour la gestion concertée des ressources pastorales partagées, le PCP s'est donné comme objectif de faciliter la communication en vue de la réussite du projet transfrontalier.

► Actions et replanification des actions

Le problème identifié pour la zone du Béli était l'exploitation non concertée des ressources pastorales partagées.

Le problème principal de communication était le manque d'information des populations du Béli sur les avantages de la concertation dans la gestion des ressources pastorales partagées. Ce problème a débouché sur deux objectifs de communication qui sont :

- Informer les responsables administratifs villageois, les leaders traditionnels, leaders religieux, les comités des banques de céréales des villages riverains du Béli d'ici 2000 sur les avantages de la gestion concertée des ressources pastorales partagées.
- Créer un cadre de concertation composé des représentants des 8 villages riverains d'ici fin juillet 2000.

► Principaux outils de communication

Les outils de communication utilisés sont les suivants :

- La vidéo sur des thèmes comme la gestion des ressources partagées ; exemple concret d'organisation dans une zone de chasse
- Les rencontres-débats sur l'intérêt de préserver la brousse ; les organisations de base
- Les radio cassettes sur les mêmes thèmes.

► Principales difficultés

- Moyens de locomotion non commode au départ.
- Départ en cours d'exécution des animateurs
- Routes défectueuses
- Villages trop distants les uns des autres.
- Insuffisance de l'implication des services techniques

► Acquis du PCP

***Impact sur le développement**

Le PCP Béli n'a pas fait de réalisation physique. Mais les différentes animations ont donné lieu à une organisation sociale : existence dans les 8 villages de cellules d'agriculteurs, d'éleveurs, de femmes, de jeunes de pêches, de gestion de la faune. Ce type d'organisation peut engendrer des actions de développement. Dans certains villages, il a été entrepris des démarches pour créer des pistes à bétail pour l'accès au fleuve. Lors de la rencontre entre l'administration et le bureau du cadre de concertation, les populations ont dit à l'administration leur souhait d'être impliquées dans la gestion de l'environnement. Des démarches sont en cours pour obtenir des permis pour gérer la faune et l'environnement. Si les démarches aboutissent, des activités génératrices de revenus pourront voir le jour.

***Acquis en matière de communication**

- Participation et prise de parole croissante des femmes, des jeunes aux décisions.
- Les membres du bureau du cadre de concertation soumettent sans gêne leurs difficultés aux services techniques et demandent des comptes à Walde –Ejef.
- La projection vidéo a suscité partout la nécessité de protéger l'environnement.
- Les services techniques ont pris la résolution de soutenir les populations et de les impliquer dans la prise de décision.

En somme il se dégage une franche collaboration entre les populations et les services techniques dont les missions semblent être comprises.

► Leçons à tirer

- Intérêt des populations pour les animations du PCP
- Capacité des populations à prendre des initiatives pour résoudre leurs problèmes
- Nécessité d'une communication permanente entre partenaires : Walde-Ejef, administration et bureau du cadre de concertation du Béli.
- Efficacité du PCP comme outil de communication

► Recommandations

- Nécessité de renforcer et de pérenniser les acquis
- Prolonger la durée du projet à 3 ans au moins
- Etendre l'expérience aux autres villages du département de Tin-Akof et aux cadres de concertation à créer dans les autres pays.
- Reconduire le PCP pour finaliser les activités non réalisées.

3.4.4.4. Sur le site de Padéma

L'appui du projet est la mobilisation des populations riveraines pour une bonne gestion et protection des berges du fleuve Mouhoun.

Le danger d'une disparition du fleuve, se faisait de plus en plus menaçant. Cela a mis en évidence un problème réel de population. L'existence d'un projet de développement (PDRI/HKM) et du service de l'Environnement et des Eaux et Forêts, intervenant déjà sur le problème dans le département et l'accessibilité du site ont été les facteurs déterminants pour le choix du site de Padéma.

Un ensemble d'actions de communications ont été planifiées en mai 2000 à Bobo-Dioulasso. Les populations locales à travers leurs représentants, le service technique et le PDRI ont participé à l'élaboration du plan d'action.

Les activités de communication retenues ont été :

la sensibilisation, l'information, les causeries-débats à travers les séances de réunion, de projection vidéo, de représentation théâtrale etc. En somme, il s'agit de résoudre le problème de dégradation des berges en partie par la communication participative.

► Replanification des actions

L'évaluation à mi-parcours des plans d'actions des sites a constaté une exécution avancée de celui de Padéma en septembre 2001. seules quelques activités restaient à faire. Toutefois il a été déploré la non prise en compte des départements de Bama, Satiri et Bekuy par le projet de communication participative.

Dans l'optique d'une implication de ces localités dans la phase à venir, il a été jugé nécessaire d'associer les agents de l'environnement et des représentants des populations de ces localités aux travaux du cadre de concertation qui se tiennent chaque mois à Bamwaly.

Par cet effet, il s'agit de mettre ces différents partenaires au courant du projet et de sa démarche participative. Le fleuve qui traverse aussi ces départements ci-dessus cités subit les mêmes actions de dégradation que du côté de Padéma.

La prise en charge de ces partenaires a entraîné une modification du budget dans le volet formation qui a été revu à la baisse.

► Mise en œuvre du plan d'action

Bien avant le démarrage des activités en janvier 2001, des prises de contacts suivies de restitutions du contenu du plan d'action ont été faites aux populations courant octobre à décembre 2000.

Les premières animations ont été faites à deux afin de permettre aux animateurs d'harmoniser les termes à utiliser au cours des différentes séances. Les séances de projection vidéo et la représentation théâtrale ont nécessité que les deux animateurs soient ensemble. Néanmoins, quelques séances d'information ont été conduites individuellement.

L'organisation pratique repose sur la programmation des activités de concert avec les membres du comité départemental et les responsables administrateurs des villages concernés.

A partir du RAV, l'information remonte au griot qui informe la population. Souvent les jours de marché sont mis à profit pour faire passer l'information de la tenue d'une rencontre. A l'aide de magnétophone, les animateurs abordent les différents thèmes avec des questions spécifiques selon qu'il s'agit d'une réunion d'information, ou d'une séance de causeries-débats. Les simulations initiées par la troupe « Trace Théâtre », les images en vidéo du fleuve dégradé, confronté à des témoignages des vieux des localités ont donc permis de faire prendre conscience des populations du danger réel, qui est la dégradation des berges. Des fiches de suivi par activité et des rapports périodiques ont été produits. Il faut souligner que dans la pratique, une réorganisation des activités a été faite, ceci pour prendre en compte les réalités du milieu (la non disponibilité des populations en saison hivernale). D'autres activités pour la mise en place des comités villages qui n'étaient pas prévues dans le plans ont été réalisées avant la mise en place du cadre de concertation. De façon générale, les outils de communication appris lors de la formation des animateurs ont servi de base à l'exécution des activités.

► Les principaux outils de communications

Tout au long de l'exécution du plan d'action, les outils de communication suivants ont été utilisés :

- le griot ou crieur public ;
- les délégués administratifs villageois ;
- les chefs du village et les chefs coutumiers pour leur influence lors des réunions, leur témoignage sur l'état du fleuve avant ;
- les séances d'information ;
- le magnétophone ;
- le système de réécoute populaire ;
- les photos prises lors des visites terrains et des rencontres.

► Principales difficultés

- ✓ la non prise en compte des départements voisins a constitué une contrainte majeure. Pendant que d'un côté, dans le département de Padéma, on s'activait à protéger les berges, de l'autre côté (Bama, Satiri, Békuy), les gens déboisaient . a travers les

habitudes et les relations qui existent entre les villages, certains traversaient le fleuve pour venir déboiser du côté de Padéma ;

- ✓ la faible mobilisation des femmes lors des séances a constitué aussi une difficulté. Pourtant elles constituent un groupe aux besoins énergétiques énormes (bois de chauffe) ;
- ✓ la fin du PDRI/HKM n'a pas permis le financement de certaines activités de développement (plants).
- ✓ Le manque de moyen de déplacement à un moment donné pour les animateurs : les deux motos appartenant au PDRI ont été retirées à la fin de la 2^{ème} phase en juin 2001.
- ✓ Le retard mis dans la mise à disposition des fonds a joué sur le calendrier d'exécution.

► Résultats

A l'issue de cette phase pilote sur le site de Padéma, les résultats atteints sont intéressants. Partant des objectifs, nous pouvons noter que 72 % des personnes interrogées ont compris les méfaits de l'occupation anarchique des berges (même si ce pourcentage n'est pas représentatif) ; 39,82 % des occupants ont quitté les lieux (sur 113 personnes occupants recensés au départ, 45 ont quitté).

Un cadre de concertation à l'échelle du département est fonctionnel. Au delà de ces objectifs, on note une prise de conscience générale par rapport au problème posé et par conséquent un changement de comportement chez beaucoup de personnes.

On peut relever :

- ✓ La réalisation des pépinières, le reboisement des berges par les populations (2000 plants environ) ;
- ✓ L'identification de pistes à bétail dont certaines ont été matérialisées à l'aide de peinture ;
- ✓ La délimitation de la bande de 100 m sur les berges.

D'autres idées de projets non mises en œuvre sont en cours telles que :

- ✓ La reconnaissance officielle du comité départemental de gestion des berges ;
- ✓ La matérialisation des autres pistes à bétail ;
- ✓ La réglementation (texte) de l'accès aux berges ;
- ✓ La mise en défens de certains endroits des berges par des haie-vives.

Toutes ces idées de projets et ces projets réalisés sont le fruit de la communication, de la concertation à l'échelle du village et des travaux du cadre de concertation départemental.

► Leçons et recommandations

Partant des résultats atteints et du constat fait sur le terrain sur la mobilisation, l'implication et l'engagement des acteurs, on peut tirer la leçon que le projet (PCP) répondait aux aspirations de la population, et que le problème identifié correspondait aux besoins réels des groupes.

La synergie d'action, l'utilisation des canaux traditionnels de communication ont favorisé la réussite du projet sur le site de Padéma.

Vu que les résultats sont louables à Padéma, que le fleuve Mouhoun traverse les départements voisins et que ces populations vivent le même problème, il est recommandé d'impliquer les départements de Bama, Satiri et Bekuy dans l'exécution du programme et, au besoin, l'étendre en amont et en aval du fleuve.

3.5. ACTIVITES SECONDAIRES

3.5.1. Réalisation du film vidéo sur le déroulement du projet

Il était prévu la réalisation d'un film vidéo sur le processus de mise en œuvre du PCP au Tchad et au Burkina Faso. Mais pour des raisons budgétaires, cette activité n'a pu se réaliser. Il a cependant connu un début d'exécution au Burkina Faso. Dans ce pays, le tournage a lieu selon le programme de tournée du chargé du PCP à des moments précis de l'exécution des activités.

A ce jour les éléments filmés sont les suivants:

- Lancement officiel du PCP au BF
- Séance de formation/planification
- Animation dans le site de Padéma
- Problématique de l'occupation des berges à Padéma
- Animation dans le site de Toumousséni
- Forêt de Toumousséni
- Etat des feux de brousse dans le département de Ouarkoye
- Extraits des représentations théâtrales
- Début d'exploitation de la forêt de Toumousséni
- Activités des commerçants de bois
- Avis de la population sur la gestion de la forêt
- Activités du comité sur les berges
- Itw des populations sur le processus.

Il reste à finaliser le montage de ces éléments. Mais, pour des raisons de temps de disponibilité financière, le film n'a pu être achevé.

3.5.2. Edition d'un guide de l'animateur du PCP

Le projet a élaboré en mai 2000 un document-guide de l'animateur du PCP. Destiné au terrain, ce guide donne des indications sur les points suivants :

I. Le rôle de l'animateur

II. La restitution

- aux services et autres structures d'appui de la zone
- aux populations concernées

III. Guide d'utilisation de quelques outils de communication participative

- les rencontres-débats
- l'audiocassette
- la photo
- la vidéo
- la radio locale
- les affiches
- le théâtre forum
- les communicateurs traditionnels
- l'évaluation de l'utilisation des outils de communication

IV. Le suivi et l'évaluation

- le suivi
- la fiche mensuelle
- L'évaluation

3.5.3. Formation en communication pour le développement

Cette formation qui était prévue dans les activités du projet de communication participative, avait pour objectif global de participer à une « formation de formateurs en communication pour la santé de la famille » / lutte contre la désertification. Elle était dispensée par le CEFA, le Centre d'étude de la famille africaine, une institution spécialisée dans la formation et les études basée à Nairobi avec un bureau pour l'Afrique de l'ouest à Lomé.

La formation s'est déroulée du 1^{er} au 26 novembre dans la salle de conférence de l'hôtel Krimas de Lomé. Son objectif global était qu'à la fin de la formation, les participants soient capables de planifier, de conduire et d'évaluer différentes activités de formation en développant des contenus liés aux principes et mécanismes de base en matière de communication.

Elle a réuni treize participants venus du Burkina (2), Bénin(2), Mali (1), Guinée (1), Tchad (1), Burundi (2), Togo (2), Côte d'Ivoire (2), la majorité travaillant dans le domaine de la santé de la famille.

La formation avait quatre axes principaux (un axe par semaine).

Axe 1 : Constitué d'exposés (communications), cet axe est centré sur les principaux enjeux du développement, de la santé familiale et de l'environnement (GRN) ainsi que les implications qui en découlent du point de vue de la communication. Ces communications ont fait appel à des spécialistes des différents domaines concernés.

Axe 2 : Il concernait la formation proprement dite. Il a été question de l'analyse du processus de changement de comportement et les participants ont passé en revue chacune des étapes fondamentales à suivre pour la mise en place d'un programme de communication.

Axe 3 : aspects liés à la planification et l'organisation d'une activité de formation, en mettant un accent particulier sur les principes de base applicables aux adultes en situation d'apprentissage et en analysant chaque étape d'une activité de formation.

Axe 4 : réalisation de quelques séances pratiques de formation qui ont permis à chaque participant de s'exercer comme formateur et en utilisant des contenus liés à son domaine de travail et en utilisant diverses approches de la méthodologie de formation des adultes.

IV. PRINCIPALES DIFFICULTES

Les difficultés ont été surtout d'ordre organisationnel. A savoir, la mise à disposition à temps des fonds demandés par les sites. Cela a maintes fois conduit à un report des périodes d'exécution des activités tant au Burkina au Tchad. En septembre 2000, lors de l'atelier à mi-parcours du Burkina Faso, il a été demandé au chargé du PCP, d'entreprendre des démarches urgentes pour débloquer les fonds des sites.

V. EVALUATIONS EXTERNES

Le PCP a commis deux évaluateurs externes pour les sites du Tchad et du Burkina Faso. Les rapports de ces consultants ont fait partie des ateliers d'évaluation finaux et des documents de travail de la table ronde de partage des résultats du projet en mai 2002 à Bobo-Dioulasso.

VI. TABLE RONDE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

La table ronde régionale de partage des résultats du PCP s'est tenue du 06 au 09 mai 2002 à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso),

Ont pris part à cette rencontre, les représentants des pays membres du CILSS, du Secrétariat Exécutif du CILSS les Coordonnateurs des sites tests et une équipe du CRDI.

Les participants à la table ronde, après avoir passé en revue les expériences des différents sites tests au Burkina Faso et au Tchad, se sont réjouis des résultats obtenus par la recherche-action sur la communication participative :

1. La conscientisation des populations et le changement des mentalités face au phénomène de la désertification ;
2. L'identification d'outils de communication adapté et peu coûteux ;
3. Le renforcement des associations de lutte contre la désertification ;
4. La mise à contribution des différents acteurs dans un cadre de complémentarité ;
5. L'identification des contraintes spécifiques aux sites et des solutions concertées ;
6. La contribution au développement économique et social de la localité, donc du pays ;
7. L'expérimentation positive de l'approche participative quelque soient les spécificités des sites ;
8. La valorisation du savoir faire des populations ;
9. Le développement de la solidarité inter communautaire ;
10. L'appropriation du projet par les populations bénéficiaires.

Tous ces résultats ont été atteints grâce à l'utilisation efficiente de certains outils de communication (traditionnels comme modernes).

Les participants ont salué les innovations et la créativité des acteurs locaux dans le domaine (voir rapport des pays).

La rencontre a relevé d'autre part l'importance d'un certain nombre de facteurs pour la réussite des expériences dans les pays tels que :

- ✓ L'existence d'un projet en activité ou en instance de démarrage sur le site ;
- ✓ L'accessibilité du site ;
- ✓ L'existence de potentialités économiques, agricoles, forestières et ou d'une menace sur les ressources naturelles ;
- ✓ La présence, la disponibilité et la volonté des populations et partenaires.
- ✓ L'élaboration d'un protocole d'accord précisant les obligations de chaque partie prenante du PCP sur la base d'un cahier de charges par partenaire ;
- ✓ La formation et l'information des intervenants en vue de clarifier les différents intervenants sur les objectifs, la fonctionnalité et les résultats du PCP ;
- ✓ La planification et la validation des programmes d'activités.

Les participants ont identifié un certain nombre de points qui méritent une attention particulière : il, s'agit :

- Du choix des animateurs des sites ;
- De l'implication des autorités locales ;
- De la disponibilité des financements.

Compte tenu des résultats probants, la table ronde félicite le CILSS et le CRDI, et exprime la volonté des Etats à adopter et à généraliser cette expérience comme outil efficace d'appui dans la mise en œuvre des PAN/LCD.

Elle invite les Organes Nationaux de Coordination de la CCD, ancrage potentiel de la démarche du PCP à intégrer cette démarche dans l'exécution des projets.

Elle souligne d'autre part l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs (populations, Etats et partenaires) dans la mise en œuvre du PCP.

RECOMMANDATIONS

La table ronde recommande :

A) - A l'endroit des Etats

- 1) De réaffirmer la lutte contre la désertification comme priorité dans les plans nationaux de développement ;
- 2) D'utiliser la démarche de la communication participative pour la mise en œuvre de PAN/LCD en synergie avec les PLD ;
- 3) Adopter des mécanismes de facilitation pour une mise en œuvre participative, efficace et efficiente du PCP ;
- 4) D'être l'interlocuteur du CILSS auprès des partenaires pour la continuité du PCP dans le cadre d'un partenariat ;
- 5) De travailler à élargir la base du partenariat dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale ;
- 6) De valoriser et de généraliser les acquis dans les premiers pays tests.

B) - A L'ENDROIT DU CILSS

- 1) De continuer à accompagner les Etats dans la démultiplication de la méthodologie et sa généralisation ;
- 2) D'appuyer les pays tests dans la valorisation des acquis ;
- 3) D'accompagner les Etats dans le suivi-évaluation du PCP ;
- 4) De chercher les voies et moyens de renforcer les capacités matérielles et financières des ONC pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans la vulgarisation de la démarche.

C) - A l'endroit des partenaires au développement

- 1) D'apporter un appui technique et financier pour la généralisation de la démarche du PCP au niveau des pays membres du CILSS ;
- 2) D'appuyer les pays tests financièrement et techniquement dans la valorisation des acquis ;
- 3) D'apporter plus de flexibilité dans la mise à disposition des ressources financières notamment par l'allègement des procédures de mobilisation.

Conclusion

On retiendra de cette expérience qu'elle a obtenu des résultats palpables et durables. En juin, c'est à dire quatre mois après l'arrêt du PCP, les femmes de Toumousséni ont commencé la vente du miel de leur forêt ; elles ont obtenu un crédit dans ce même mois pour leur équipement et le petit commerce grâce à l'appui des animateurs du PCP et à leur organisation en groupements.

Les représentants des pays du CILSS à l'atelier de Bobo-Dioulasso ont reconnu l'efficacité de la démarche dans la définition et la résolution des problèmes des communautés et ont demandé son utilisation dans la mise en œuvre des projets liés aux Programmes d'actions nationaux de lutte contre la désertification (PAN).

Le projet n'a pas donné de réponse à certaines questions de la recherche notamment la grille d'évaluation, les conditions d'utilisation des outils de communication, le choix des actions à appuyer...

Ces questions pourraient être abordées dans une seconde phase de recherche.

ANNEXE 1. BILAN CHRONOLOGIQUE D'EXECUTION DU PCP

ACTIVITES	PERIODE DE REALISATION	OBSERVATIONS
recrutement du charge du PCP	Octobre 1998	
Contacts avec le Cap vert	Décembre 1998	
Mission de prospection au Tchad	Mars 1999	
Atelier de planification au Tchad	Août 1999	
Démarrage des activités au Tchad	Février 2000	Retard dans le démarrage pour des problèmes de transfert des fonds
Formation du chargé du PCP en communication pour le développement	Novembre 1999 (CEFA-Lomé)	
Choix du Burkina comme 2 ^{ème} pays participant	Janvier 2000	
Mission de prospection pour les sites du Burkina	Février 2000	
Production du livret « guide de l'animateur du PCP »	Mai 2000	
Atelier de planification du Burkina	Mai 2000	
Atelier à mi parcours au Tchad	Septembre 2000	
1 ^{ère} réunion du comité de pilotage du Burkina Faso	Janvier 2001	
Mission de réajustement de la planification au Burkina	Janvier 2001	Compte tenu du retard dans la mise à disposition des fonds pour les sites du BF, il a fallu re planifier les activités dans les sites.
Atelier d'évaluation participative final au Tchad	Juillet 2001	
Atelier d'évaluation participative à mi-parcours au Burkina Faso	Septembre 2001	
Finalisation du rapport national du Tchad	Août 2001	
Filmer les activités dans les sites du Burkina	Tout au long de l'exécution	
Mission d'évaluation du comité de pilotage du BF	Janvier 2002	
Evaluation externe des sites du BF	Février 2002	
Atelier d'évaluation participative final du BF	Mars 2002	
Table ronde régionale de partage des résultats du PCP	Mai 2002	